

**Convention collective**

IDCC : 1813. – **TRANSFORMATION DES MÉTAUX  
(RÉGION DE MAUBEUGE)**

**(8 juillet 1994)**

(Etendue par arrêté du 19 janvier 1995,  
*Journal officiel* du 28 janvier 1995)

■ *Journal officiel* du 22 janvier 2008

**Arrêté du 11 janvier 2008 portant extension d'un avenant à la  
convention collective des industries de la transformation des  
métaux de la région de Maubeuge (n° 1813)**

NOR : MTST0800847A

Le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité,  
Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 19 janvier 1995 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté  
du 16 octobre 2007, portant extension de la convention collective des indus-  
tries de la transformation des métaux de la région de Maubeuge du 8 juil-  
let 1994 et de textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant du 4 avril 2007 relatif à la prime de vacances à la conven-  
tion collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 27 juillet 2007 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure  
prévue à l'article R. 133-2 du code du travail et en séance du  
4 décembre 2007 suite à l'opposition formulée par les représentants de deux  
organisations syndicales de salariés,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans le champ d'application de la convention collective des indus-  
tries de la transformation des métaux de la région de Maubeuge du 8 juil-

let 1994, tel qu'étendu par arrêté du 19 janvier 1995, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant du 4 avril 2007 relatif à la prime de vacances à la convention collective susvisée.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 janvier 2008.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBREXELLE

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/27, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.